

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 2/4**

### **Mai 2017**



**Mission Grand Cœur**  
Service Accueil Communication Espace Public

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**MONTPELLIER GRAND COEUR**  
**Halles et place Laissac**  
**Attribution marché pour la mission**  
**d'ordonnancement, pilotage et coordination**  
**Marché numéro 2907 S1703 (dans le cadre du**  
**mandat confié à la SA3M)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que la délibération numéro 90251 a désigné la commune de Montpellier comme maître d'ouvrage unique de l'opération des halles et de la place Laissac ;
- Que la décision 2016/0448 a confié un mandat de réalisation à la société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) pour la construction et l'aménagement des halles et de la place Laissac ;
- Qu'il y a lieu de désigner un prestataire pour la mission d'ordonnancement - pilotage - coordination (OPC) pour l'aménagement de la place Laissac et la construction des nouvelles Halles ;
- Qu'une consultation a été passée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres ont été les suivants :
  - 60% : Valeur technique de l'offre
  - 40% : Prix de la prestation
- Qu'après analyse, l'entreprise OTCE ORGANISATION Antenne de Montpellier 65, impasse Nicéphore Niepce 34070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché d'ordonnancement – pilotage - coordination (OPC) à l'entreprise OTCE ORGANISATION pour un montant 53 570.00 € HT ;
- Marché numéro : 2907 S1703 ;
- D'une durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est de trente-trois (33) mois à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations. Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des marchés de travaux dans les conditions fixées à l'article 10 du CCAP ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/05/2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 10/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Réglementation et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Marché de sécurité et accompagnement  
évènementiel n° 2i091140A  
Lot n° 1 : Accueil et sécurité  
Autorisation de signer l'avenant  
de transfert n° 3 entre les sociétés :  
Isoprotect Rhône Alpes et le groupe Mondial  
Protection**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité.

Considérant :

- Que la société ISOPROTECT RHONE ALPES immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 794 881 722 SARL au capital de 20 000,00 Euros sise 3 Rue de l'Humilité – 69003 Lyon cède son marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i09114A – Lot n° 1 : Accueil et Sécurité dans le cadre d'une cession du fonds de commerce au Groupe MONDIAL PROTECTION ou toute société membre du Groupe Mondial Protection qui se substituerait à lui notamment la société MONDIAL PROTECTION GRAND SUD EST immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 817 486 061 SARL au capital de 1 000,00 Euros sise 7 Rue Gaston de Flotte – Actipôle 12 - 13012 Marseille ;
- Qu'il convient donc d'établir un avenant de transfert du marché existant vers l'entreprise le Groupe MONDIAL PROTECTION qui s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations des contrats initiaux concernant la sécurité et l'accompagnement évènementiel selon le lot suivant :



Libellé du lot	Numéro du marché	Notification initiale
Lot n° 1 : Accueil et sécurité	2i09114A	01/07/2013

- Que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, de signer l'avenant de transfert avec le Groupe MONDIAL PROTECTION ou toute société membre du Groupe Mondial Protection qui se substituerait à lui notamment la société MONDIAL PROTECTION GRAND SUD EST et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.06.2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS

Publiée le : 12.06.2017


Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une**  
**procédure adaptée pour les achats de boissons.**  
**7B0022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons dans le cadre des manifestations publiques organisées par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (7B0022) a été lancée, en date du 28 février 2017, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un Accord Cadre à bon de commande, pour une durée d'exécution de un an à compter de sa notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (*Boissons non alcoolisées*) étaient les suivants : 40% pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SARL JEX, 191 allée Jean-François LESUEUR, 34070 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse pour le lot n°1 ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (*Boissons alcoolisées*) étaient les suivants : 40% pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, l'entreprise PROMO BOISSONS, 455 rue de l'Industrie, 34070 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse pour le lot n°2 ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché « Achat de boissons n° 7B0022 » aux entreprises :

- SARL JEX, pour le lot n°1, pour un montant total maximum de commandes de 45 000.00 € H.T.
- PROMO BOISSONS, pour le lot n°2, pour un montant total maximum de commandes de 40 000.00 € H.T.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord cadre « Achat de Boissons » (n°7B0022) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 04/05/2017**  
**Monsieur le Premier Adjoint**

**Max LEVITA**



**Publiée le :** 04/05/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Concours de maîtrise d'œuvre pour la  
construction de l'école primaire Port Marianne  
Rive gauche  
Désignation des membres du jury**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 89.
- Vu la délibération n° 2016-384 du 20 octobre 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la construction de l'école primaire Port Marianne Rive gauche ;

**Considérant :**

- Qu'en vertu de l'article 89 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le jury du concours en vue du choix d'un lauréat au concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la construction de l'école primaire Port Marianne Rive gauche est composé de Monsieur le Maire ou son représentant, des membres élus de la commission d'appel d'offres et, pour au moins un tiers des membres du jury, de personnes ayant une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;
- Qu'il y a lieu de désigner les membres du jury de concours présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats et leurs représentants ;

**Décide en conséquence :**

- Que Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, Président du jury, pourra être représenté par Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite éducative.
- Que les membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire Port Marianne Rive gauche, qui possèdent la qualification requise des candidats ou une qualification équivalente et qui ont voix délibérative, sont :
  - M. Thierry GILLY, ordre des architectes, ou son représentant, Mme Christiane RAYNAUD MARIS, ordre des architectes

- M. Marc LEHMANN, architecte, ou son représentant M. Pascal CATTANI, architecte
- Mme Christine BRIDON, architecte, Ville de Montpellier, service architecture, ou son représentant Mme Frédérique COUILLEC, architecte, Ville de Montpellier, service architecture
- M. Jean-Louis DESTISON, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier ou son représentant Mme Mary-Laure DUPUIS, maître d'œuvre, Métropole de Montpellier, direction architecture, bâtiments et sécurité
- Mme Hélène PARTIMBENE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance, ou son représentant M. Dominique DELAHAYE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance
- Mme Sylvie MAHOT, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction de l'aménagement et de la programmation, ou son représentant M. Gilles DURAND, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction de l'aménagement et de la programmation

Montpellier, le 20 AVR. 2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 24 AVR. 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances (VM)**  
Service Gestion Budgétaire et Comptable

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Direction des Relations Internationales**  
**Mise à jour de la décision de la régie d'avances.**

**Abroge et remplace la décision n°2009/360 du  
10 juillet 2009**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 001403 du 13 juillet 1993 instituant une régie de dépense ;
- Vu la décision n° 001470 du 20 septembre 1993 relative à la modification de la régie d'avances ;
- Vu la décision n° 280 du 30 mai 2008 relative à l'extension de la régie d'avances ;
- Vu la décision n° 2009/360 du 10 juillet 2009 relative à la modification de l'objet, du siège et du montant de l'avance de la régie ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 30 mars 2017 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

Que suite à plusieurs modifications, il est nécessaire de faire une seule décision pour une meilleure lisibilité.

**Décide en conséquence :**

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances auprès de la Direction des Relations Internationales.
- Que, article 2, la régie est installée à la Maison des Relations Internationales, 14 descente en barrat, 34000 Montpellier.
- Que, article 3, la régie règle les dépenses suivantes :
  - Frais de transport (essence, autoroute, taxi, location de véhicules, avion, train,...)
  - Logement, restauration des membres de la délégation et invités
  - Services (interprète, secrétariat, téléphone, fax, poste, frais inhérents aux visites touristiques guidées, droits d'entrée à diverses manifestations ou expositions)
  - Frais et taxes inhérents aux déplacements à l'étranger (frais de visa, taxes d'aéroport, taxes de séjour...)
  - Petits achats (cadeaux, fleurs,...)
  - Frais inhérents à l'accueil et à l'envoi des étudiants dans le cadre des programmes d'échanges (abonnements, menues dépenses,...)
  - Acquisition de cartes permettant l'accès à des manifestations culturelles ou sportives (ex : carte été jeunes, carte sport,...)
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlements suivants :
  - Chèques
  - Numéraire
  - Cartes bancaires
  - Virements
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
- Que, article 6, ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.
- Que, article 7, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est 8 000 €.

- Que, article 8, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 9, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 10, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

**Publiée le :** 04/05/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

217





**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Réseaux et Télécom

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution du marché "Maintenance de la  
plateforme de sécurité Internet"  
Marché N° 7B0019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier dispose d'une plateforme de sécurité Internet composée d'un environnement Checkpoint série 4000 et d'un ensemble de licences qu'elle souhaite renouveler et maintenir ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix 60 %
  - Mémoire technique 40 %
- Qu'après analyse, la société SFR BUSINESS SOLUTIONS sise 12 avenue de l'Océanie 91940 LES ULIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de Maintenance de la plateforme de sécurité Internet à la société SFR BUSINESS SOLUTIONS, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 30 000 € HT sur la durée du marché.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 24 . de . 2016  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 26 . de . 2016  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Réglementation et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction de la Réglementation  
et de la Tranquillité Publique  
Cotisation à IDEAL Connaissances  
Communauté Risques  
Année 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité publique ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années afin de participer aux réseaux de professionnels et bénéficier de la capitalisation des initiatives conduites aux différentes échelles ;
- Que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion à l'organisme suivant au titre de l'exercice 2017 ;

Organisme	Montant
IDEAL Connaissances et Communauté Risques	1 345,00 Euros

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme IDEAL Connaissances et Communauté Risques ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 1 345,00 Euros sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville de Montpellier au chapitre 921 ou 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **21 AVR. 2017**  
Madame l'Adjointe au Maire

**Marie-Hélène SANTARELLI-**

**Publiée le : 24 AVR. 2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire du  
domaine public  
Ville de Montpellier - Montpellier  
Méditerranée Métropole - Société Hurricane  
Festival International des Sports Extrêmes  
(FISE) du 24 au 28 mai 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2017/002 du 21 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse ;

**Considérant :**

- Que la Ville est sollicitée par la Société HURRICANE, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du FISE, pour organiser le 21<sup>ème</sup> Fise World du 24 au 28 mai 2017 à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de mettre à disposition de la Société Hurricane des espaces sur le domaine public, dont le Lez, les rives du Lez, les places Georges Frêche et de l'Europe et la salle Jacques 1<sup>er</sup> d'Aragon, dans le cadre d'une convention fixant le montant d'une redevance d'occupation du domaine public selon la tarification en vigueur, et les conditions d'utilisation des lieux ;
- Que la société HURRICANE s'acquittera d'une redevance pour l'occupation du domaine public pour les espaces commerciaux ;
- Que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent, en complément des installations mises en place par la Société HURRICANE, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la mise à disposition du domaine public au bénéfice de la société Hurricane afin de permettre la réalisation de la manifestation FISE ;
- D'approuver à cet effet le projet de convention joint en annexe fixant les engagements entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane ;

- D'autoriser l'occupation du domaine public selon les tarifications en vigueur et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 09/05/2017  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Fabien ABERT

Publiée le : 16/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances (VM)**  
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction Proximité et Citoyenneté  
Service des Maisons Pour Tous  
Modification de la régie de recettes et  
d'avances des Maisons Pour tous:  
Ajout de la vente des cartes été jeunes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;
- Vu le décret n° 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- Vu la décision n° 2010/0549 du 29 décembre 2010 relative à la création de régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maison Pour Tous ;
- Vu la décision n° 2011/0010 du 21 janvier 2011 relative à la modification du nom d'une régie d'avances et de recettes ;
- Vu la décision n° 2011/0045 du 08 février 2011 modifiant la décision 2010/0549 du 29 décembre 2010 ;

- Vu la décision n° 2011/0208 du 20 mai 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous ;
- Vu la décision n° 2011/313 du 21 juillet 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous permettant l'encaissement pour le compte de tiers ;
- Vu la décision n° 2013/244 du 9 septembre 2013 relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous augmentant le montant de l'encaisse ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 10 avril 2017 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- **Qu'il convient d'actualiser l'acte de création de la régie d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous et de rajouter la vente des cartes été jeunes.**

**Décide en conséquence :**

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances et de recettes auprès de la Direction de la Proximité et la Citoyenneté (DPC).
- Que, article 2, les régies d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous, auprès de la Direction de la Proximité et Citoyenneté, sont les suivantes :

Maison Pour Tous	Adresses
Georges Brassens	Place Jacques Brel
Léo Lagrange	155, rue de Bologne
Marie Curie	13, allée Antonin Chauliac
Paul Emile Victor	1247, avenue du professeur Louis Ravas
Fanfonne-Guillierme	Rue des Avants Monts
François Villon	4 rue des Aconits
André Chamson	105, rue Gustave Eiffel
Antoine de Saint Exupéry	130, allée du Briol
Marcel Pagnol	64, route de Lavérune
Michel Colucci	205, rue de Cheng Du
Albert Camus	118, allée Bonafos
Jean Pierre Caillens	Place de la Tibériade
L'Escoutaïre	67, rue des razeteurs
Boris Vian	14, rue de l'Amethyste
Mélina Mercouri	842, rue de la vieille poste
Albert Dubout	1071, avenue de la Justice de Castelnau
Rosa-Lee-Parks	Place centrale ZAC Malbosc
Gorge Sand	25 bis, avenue saint André de Novigens
Frédéric Chopin	1, rue du marché aux bestiaux
Voltaire	1, square Jean Monnet
Joseph Ricôme	7, rue Pagès
Albertine Sarrazin	43, rue Tour Gayraud

- Que, article 3, les régies sont installées dans les locaux des Maisons Pour Tous à Montpellier (34000).
- Que, article 4, les régies encaissent les produits suivants :



- La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles),
  - La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles. Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (point phone, photocopieurs,...),
  - Les cartes animation Sports,
  - **Les cartes été jeunes,**
- Que, article 5, les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Chèques vacances,
- Virements d'organismes,
- Paiement internet,

Elles sont perçues contre remise de factures ou cartes d'abonnement.

- Que, article 6, dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 6 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 4.
- Que, article 7, la régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson),
- Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie,
- Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes,
- Les remboursements aux adhérents,

- Que, article 8, les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,

- Que, article 9, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet :

- L'encaissement des recettes désignées à l'Article 4,
- De recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7,

- Que, article 10, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.
- Que, article 11, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 € pour l'ensemble des Maisons Pour Tous sauf pour :

- Maison Pour Tous Marcel PAGNOL
- Maison Pour Tous l'ESCOUTAIRE
- Maison Pour Tous Léo LAGRANGE
- Maison Pour Tous André CHAMSON
- Maison Pour Tous Albert CAMUS
- Maison Pour Tous VOLTAIRE

Pour lesquelles le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

- Que, article 12, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €.
- Que, article 13, un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.
- Que, article 14, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.
- Que, article 15, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 16, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 17, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur le Premier Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 26.01.2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26.01.2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances (VM)**  
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction Sports et Jeunesse  
Service Jeunesse  
Régie temporaire " cartes été jeunes "**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision du 29 mai 1987 instituant une régie de recettes pour la vente des Cartes été jeunes ;
- Vu la décision n° 1364 du 18 mai 1993 relative à l'extension des points de vente ;
- Vu la décision n° 4327 du 22 mai 2007 relative à l'extension des points de vente ;
- Vu la décision n° 4471 du 20 juillet 2007 relative à la création d'un fonds de caisse ;

- Vu la décision n° 336 du 3 juillet 2009 relative à l'augmentation du fonds de caisse ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 10 avril 2017 ;
- Vu l'arrêté A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

**Qu'il convient d'actualiser l'adresse de la régie et la liste des points de vente.**

**Décide en conséquence :**

- Que, article 1, il est maintenu une régie temporaire de recettes Cartes été jeunes, auprès de la Direction Sports et Jeunesse.
- Que, article 2, la régie est installée, **6 rue de Maguelone, 34000 Montpellier** et dans les points de vente suivants :
  - Office de tourisme de Montpellier,
  - **Comité des Œuvres Sociales et Culturelles**
- Que, article 3, la régie encaisse le produit suivant :
  - Vente des cartes été jeunes.
- Que, article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
  - Numéraire,
  - Chèques,
- Que, article 5, un fond de caisse d'un montant de 200 euros est mis à disposition du régisseur.
- Que, article 6, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 750 €.
- Que, article 7, le régisseur est tenu de verser à Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.
- Que, article 8, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 9, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- Que, article 10, d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26.01.2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26.01.2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Rétrocession de concession trentenaire - Acte 45494 - Cimetière St Etienne**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Mme Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à l'Etat-Civil et aux Affaires militaires ;

**Considérant :**

- La demande formulée par Mme MEHDANI Nazia, domiciliée Résidence Le Clos de l'Hermitage, 1226 rue Croix de Figuerolles, 34070 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 45494, section M5-001-08 acquise le 1<sup>er</sup> septembre 2016, d'une durée de 30 ans (trente ans) au prix de 1042 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Que Mme MEHDANI Nazia avait acquis cette concession afin d'y inhumer sa mère et que celle-ci a été finalement inhumée dans une sépulture auprès de son fils, dans le même cimetière. Mme MEHDANI n'a donc plus l'usage de cette concession ;
- Qu'il a été mis fin au contrat de concession le 1<sup>er</sup> mars 2017 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

**Décide en conséquence :**

- Que la Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 1023 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 1<sup>er</sup> septembre 2016 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1042 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession par le concessionnaire depuis la date d'achat. La somme de 1042 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Le concessionnaire a disposé de la concession pendant 6 mois ce qui correspond à  $(1042/360) \times 354 = 1023$  €.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.06.2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 26.06.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Fourniture et installation d'un système de  
refroidissement rapide et de surgélation avec  
groupe déporté pour l'unité centrale de  
production de la cuisine centrale  
MAPA N° 6C0032**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que le système de refroidissement de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale est devenu obsolète du fait de la vétusté des matériels et de l'augmentation importante et régulière des besoins en production alimentaire, et qu'il y a donc lieu de procéder à son remplacement ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : - Valeur technique 60%  
- Prix 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SOLANREF, 320, rue de la Garriguette, 34130 SAINT-AUNES, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché de fourniture et d'installation d'un système de refroidissement rapide et de surgélation avec groupes déportés pour l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale n° 6C0032 à l'entreprise SOLANREF, pour un montant de 173 846,30 euros HT ;



**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville : Direction de la Politique Alimentaire - CRB 13000 - Nature 2188 - chapitre 902 - LC 26113 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25. de 2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publiée le :

28. de 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision modificative  
Achat de matériel d'imagerie médicale  
vétérinaire mobile pour le parc de Lunaret  
Marché n° 7B0008**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que le Parc de Lunaret ne possède pas de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile et que celui-ci s'avère nécessaire pour le suivi médical des animaux du parc,
- Qu'il y a donc lieu de procéder à l'achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile, référencé Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le parc de Lunaret sous le numéro 7B0008.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire alloti pour une durée de trois mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix (40%), valeur technique (60%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise MIS FAS sise 37, rue du Bois Chaland-ZI du bois Chaland- bâtiment 5 E -91090 LISSES présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise MIS FAS sise 37, rue du Bois Chaland-ZI du bois Chaland- bâtiment 5 E -91090 LISSES présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2 ;

**Décide en conséquence :**

- **Article 1 :** D'attribuer les deux lots du marché relatif à l'achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile, n°7B0008 à l'entreprise MSI-FAS sise 37, rue du Bois Chaland-ZI du bois Chaland- bâtiment 5 E 91090 LISSES , pour un montant total de commande sans minimum et sans maximum de 40.400 euros HT annuel pour une durée de trois mois ; soit pour le lot n°1 un montant maximum de 7.724 euros HT et pour le lot n°2 un montant maximum de 32.676 euros HT ;
- **Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Direction du parc de Lunaret de la Ville, chapitre 908 ;

- **Article 3** : D'autoriser Monsieur le Maire, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- **Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/04/2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 20/04/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison  
des Chœurs à l'association Amitiés russes et  
avec les peuples de l'ex-URSS le 29 avril 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Amitiés russes et avec les peuples de l'ex-URSS a déposé une demande en vue d'organiser un concert à la Maison des Chœurs le samedi 29 avril 2017 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 110 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°2016/500 du 15 décembre 2016 ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

237

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.01.2017  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 26.01.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Avenant au marché n° 6B0069  
Lot n°2 du marché plan objet 2016 de  
restauration de tableaux et mobiliers dans les  
églises Saint Denis, Saint Roch, Saint Matthieu  
et Chapelle de la Miséricorde**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;
- Vu la décision n° 2016/0232 attribuant le lot n° 2 du marché 6B0069 convention plan objet 2016, restauration de tableaux et mobiliers des églises Saint Denis, Saint Roch, Saint Matthieu et Chapelle de la Miséricorde à l'entreprise Atelier Lazulum, pour un montant de 10356 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 10 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**Considérant :**

- Que des contraintes techniques ont empêché la mise à disposition du tableau à l'entreprise concernée dans les délais prévus ;
- Qu'il convient donc de prolonger le délai d'exécution des prestations de 6 mois supplémentaires, soit jusqu'au 18 novembre 2017 ;
- Qu'à la suite d'une erreur matérielle dans la décision n° 2016/0232, le montant du marché doit être augmenté de 0.44 € HT, soit 10 356.44 € HT ;


**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au lot n° 2 du marché 6B0069 convention plan objet 2016, restauration de tableaux et mobiliers des églises Saint Denis, Saint Roch, Saint Matthieu et Chapelle de la Miséricorde à l'entreprise Atelier Lazulum, en vue d'une prolongation de six mois de la durée d'exécution des prestations ;

**Article 2** : De dire que cet avenant n'a pas d'incidence sur le montant rectifié du marché, soit 10 356.44 € HT ;

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/05/2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 03/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Urbanisme Opérationnel**  
**Service Foncier Opérationnel**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION**  
**Propriété CLERC BELLOLI**  
**77 avenue de Boirargues**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au président par le conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Monsieur le maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/170 en date du 17 mars 2017 donnant délégation à Madame Stéphanie Jannin, adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et l'aménagement durable ;
- Vu les articles L.210-1 à L.213-18 et R.213-4 à R.213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 ;

241



- Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 24 avril 2008 instituant un périmètre d'étude sur le secteur de la BAUME ;
- Vu la convention opérationnelle "LA BAUME" signée le 24 février 2011 avec l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 21 avril 2017.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 20 février 2017, Madame Francette CLERC veuve BELLOLI a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble à usage commercial, situé 77 avenue de Boirargues et cadastré section SA 62, occupé par un locataire au titre d'un bail commercial, au prix de 168.000 € en ce compris 9.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur ;
- que la Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur de la Baume, afin de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution du secteur de la Baume vers un niveau de qualité urbaine comparable à celui des autres nouveaux quartiers de Port Marianne ;
- que la propriété de Madame CLERC veuve BELLOLI est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville et dans le secteur de la Baume où a été institué le périmètre d'étude précité ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien, son acquisition permettant à terme de participer à réaliser le projet de réaménagement urbain de ce secteur stratégique. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et de permettre le renouvellement urbain. Cette acquisition complétera celles déjà réalisées dans cet objectif par la Ville et l'Etablissement Public Foncier - Occitanie sur ce secteur.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Madame Francette CLERC veuve BELLOLI, située 77 avenue de Boirargues et cadastrée section SA 62, au prix proposé dans la déclaration

d'intention d'aliéner soit 168.000 € en ce compris 9.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur, prix conforme à l'évaluation de France Domaine ;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27 ;

- d'autoriser Monsieur le maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09 MAI 2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Stéphanie JANNIN



Publiée le : 12/05/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

243



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

## **Marché n° 6C0026 " Analyses d'autocontrôles de la Cuisine centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

### **Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'assurer les analyses d'autocontrôles de la Cuisine Centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique 60% - Prix 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise BIOFAQ LABORATOIRES, Mas des Cavaliers II, 491, rue Charles Nungesser, 34130 MAUGUIO présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché d'analyses d'autocontrôles de la Cuisine Centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils n° 6C0026 à l'entreprise BIOFAQ LABORATOIRES, pour un montant minimum de 30 000 € HT/an et un montant maximum de 45 000 € HT/an, reconductible 3 fois. Les montants minimum et maximum du marché seront ceux de la période initiale et seront identiques pour chaque période de reconduction.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville :

- Direction de la Politique Alimentaire : CRB 13000 - Nature 6228 - LC 24349
- Direction de l'Enfance : CRB 10200 - Nature 6228 - LC 13494

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/05/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 15/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement Programmation**  
Service Formes Urbaines

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**ZAC de la Restanque  
Parcelles ON n°53 b  
Convention de participation entre la Ville/  
URBAT ET CIE /SA3M**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.
- Vu l'arrêté n° A-2017/170 du 17 mars 2017 donnant délégation à Stéphanie JANNIN , Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;

**Considérant :**

- Que la société Urvat et Cie, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 32 logements et de locaux commerciaux en rez-de-chaussée située 4 rue du Lantissargues dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la SA3M et la société Urvat et Cie afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée section et ON n°53b, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée : 1 690 m<sup>2</sup> SDP de logements et 81 m<sup>2</sup> SDP de locaux commerciaux ;
- Calcul du montant estimé de la participation :
- Base de calcul : 220 €/m<sup>2</sup> SDP pour les logements; 150€/m<sup>2</sup>SDP pour le commerce (valeur année mai 2016) : 1690 m<sup>2</sup> x 220 €+ 81m<sup>2</sup> x 150 € = 383 950 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société Urvat et Cie et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05/05/2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
Stéphanie JANNIN

**Publiée le :** 10/05/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

247



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Réhabilitation des écoles Louis Figuiet-Victor  
Hugo/Phase 2  
Marché de travaux n°5D0073  
Lot 1 à 8 et lot 10  
Avenants n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/084 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2016/0154 du 2 mai 2016 relative à l'attribution du marché de travaux n° 5D0073 « Réhabilitation des écoles Louis Figuiet – Victor Hugo / Phase 2 » ;
- Vu les rapports d'avenant n° 1 relatifs au marché n° 5D0073, lot 1 « V.R.D. - Mobilier Extérieur », lot 2 « Gros œuvre – Démolitions – Sous-œuvre – Structure métallique - Zinguerie », lot 3 « Charpente bois – Couverture - Zinguerie », lot 4 « Menuiseries extérieures bois », lot 5 « Cloisons – Doublages Faux-plafonds – Menuiseries intérieures bois », lot 6 « Serrurerie – Menuiseries extérieures en acier », lot 7 « Plomberie – Sanitaires – ECS - VMC », lot 8 « Electricité – Courants forts & faibles », et le lot 10 « Peintures – Nettoyages – Carrelages – Sols souples » du marché 5D0073 ;
- Vu les projets d'avenant n° 1 correspondants ;
- Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres du 11 avril 2017 à la passation d'un avenant n° 1 avec les lots 1 « V.R.D. - Mobilier Extérieur », lot 2 « Gros œuvre – Démolitions – Sous-œuvre – Structure métallique - Zinguerie », lot 3 « Charpente bois – Couverture - Zinguerie », lot 8 « Electricité – Courants forts & faibles » et le lot 10 « Peintures – Nettoyages – Carrelages – Sols souples » dans la mesure où ces marchés sont augmentés de +5 % ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de réhabiliter les écoles Louis Figuiet – Victor Hugo ;
- Que pour cela, un appel d'offres comportant 10 lots a été publié sous la référence n° 5D0073 et a été attribué comme suit :

Lot	Désignation	Titulaire
01	V.R.D. - MOBILIER EXTERIEUR	COLAS MIDI MEDITERRANEE
02	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS - SOUS-OEUVRES - STRUCTUREMETALLIQUE - ZINGUERIE	DARVER
03	CHARPENTE BOIS - COUVERTURE - ZINGUERIE	LANGUEDOC TOITURE
04	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS	ALVAREZ
05	CLOISONS - DOUBLAGES FAUX PLAFONDS MENUISERIES INTERIEURES BOIS	FPI / ALVAREZ
06	SERRURERIE – MENUISERIES EXTERIEURES EN ACIER	TECHNICFER
07	PLOMBERIE - SANITAIRE – ECS -VMC	CHICHE
08	ELECTRICITE - COURANTS FORTS & FAIBLES	SNEF
10	PEINTURES - NETTOYAGES - CARRELAGES - SOLS SOUPLES	SUD AMÉNAGEMENT

- Que suite à diverses démolitions intervenues sur le site, des travaux supplémentaires s'avèrent nécessaires ;
- Que des travaux supplémentaires doivent être exécutés à la demande du bureau de contrôle, du concessionnaire réseaux, de Mission Grand Cœur ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature des avenants n° 1 relatifs au marché 5D0073 « Réhabilitation des écoles Louis Figuiet – Victor Hugo / Phase 2 ». Ces avenants modifient le marché de la manière suivante :

Lots	Désignation	Titulaire du marché	Montant initial du marché (en € H.T.)	Montant total de l'avenant (en € H.T.)	Nouveau montant du marché (en € H.T.)	Variation du marché (en%)
01	V.R.D. - MOBILIER EXTERIEUR	COLAS MIDI MEDITERRANEE	128 894,50	13 118,70	142 013,20	10,18
02	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS -SOUS-OEUVRES – STRUCTURE METALLIQUE - ZINGUERIE	DARVER	730 513,64	100 729,21	831 242,85	13,79
03	CHARPENTE BOIS - COUVERTURE -ZINGUERIE	LANGUEDOC TOITURE	85 533,50	9 946,00	95 479, 50	11,63
04	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS	ALVAREZ	11 308,00	- 1 208,00	10 100,00	-10,68
05	CLOISONS - DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS MENUISERIES INTERIEURES BOIS	FPI / ALVAREZ	110 167,51	4 720,92	114 888,43	4,29
06	SERRURERIE – MENUISERIESEXTERIEURES EN ACIER	TECHNICFER	184 147,44	7 897,47	192 044,91	4,29
07	PLOMBERIE - SANITAIRE – ECS -VMC	CHICHE	47 340,00	2 125,00	49 465,00	4,49
08	ELECTRICITE - COURANTS FORTS & FAIBLES	SNEF	66 575,61	8 969,12	75 544,73	13,47
10	PEINTURES - NETTOYAGES -CARRELAGES - SOLS SOUPLES	SUD AMÉNAGEMENT	95 000,00	6 895,50	101 895,50	7,26



- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier - Ligne 24233 - Fonction 902/213 - Nature 2313 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09/05/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 10/05/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Production Informatique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n° 7B0028**  
**"Transform : Maintenance et Prestations"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier utilise la solution Transform pour la composition et l'édition de ses états informatiques et qu'il convient d'en assurer la maintenance logicielle, de disposer d'un support technique permettant l'accès aux mises à jour du logiciel, d'une assistance téléphonique, de la fourniture des derniers niveaux de produits ainsi que de prestations sur site ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 50 %, la qualité de la prestation pour 25 % et la qualité de la maintenance pour 25 % ;
- Qu'après analyse, la société DS Informatique Diffusion SARL Pronews sise 13 rue Camille Desmoulins – 92441 Issy Les Moulineaux a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché Transform : Maintenance et Prestations à la société DS Informatique Diffusion SARL Pronews, pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 42 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920 ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 25 . de . 2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26 . de . 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**7B0015- Acquisition d'objets promotionnels  
pour les besoins en communication de la Ville  
de Montpellier- Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que le marché précédent s'est terminé le 9 mars 2017 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché *à bons de commandes pour* une durée allant jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  1. la valeur technique de l'offre. Pondération : 40%
  2. le prix selon le DQE. Pondération : 40%
  3. les délais de livraison précisés dans le mémoire technique. Pondération : 20%.
- Qu'après analyse, l'entreprise Vendredi 13 domiciliée à Lavaur -81- présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché Acquisition d'objets promotionnels pour les besoins de la Ville de Montpellier à l'entreprise Vendredi 13, pour un montant maximum de 60 000 euros HT ;  
**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 920 ;  
**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 11/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SILLARD**  
**ANTOINE**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0157**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 07/11/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS URBAT PROMOTION, visant à procéder à la construction d'un ensemble immobilier, 16 et 26 rue William Webb Ellis et 28 avenue Roger Couderc ;
- Que M. SILLARD ANTOINE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/03/17 sous le n° 1701466-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ BOUHSISS**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0116**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 19/09/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC EUROPEAN HOMES PROMOTION, visant à procéder à la réalisation d'un ensemble immobilier avec démolition totale du bâti existant, 1804 av de la Liberté à Montpellier ;
- Que M. BOUHSISS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 14/03/2017 sous le n°1701250-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;



- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 11/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ LAUNAY**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0098**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 29/08/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS SOGERIM, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif, 8-10 rue Etienne Cardaire ;
- Que M. LAUNAY a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/02/2017 sous le n°1700905-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ ADENOT**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0098**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 29/08/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS SOGERIM, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif, 8-10 rue Etienne Cardaire ;
- Que M. ADENOT a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 15/02/2017 sous le n° 1700783-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ BOURDIN**  
**CHRISTOPHE**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 16V0116**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 19/09/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC EUROPEAN HOMES PROMOTION 2, visant à procéder à la réalisation d'un ensemble immobilier avec démolition totale du bâti existant, 1804 avenue de la Liberté ;
- Que M. BOURDIN CHRISTOPHE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 21/03/2017 sous le n° 1701361-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ BOUSQUET Sébastien**  
**Dossier n° PE 34172 15V0011**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que M. BOUSQUET Sébastien a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 26 rue du Général Riu / 27 rue des Deux Ponts et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;



- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché 3D0035B - Maintenance et travaux de  
voirie - Avenant n°2 Prolongation du marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
  - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
  - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
  - Vu l'arrêté A-2017-014 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué au Cadre de Vie ;
  - Vu la délibération N°2013/158 du 6 mai 2107 attribuant le marché 3D0035 Maintenance et travaux de voirie à :
    - L'entreprise Razel Bec pour le lot 1 – Montpellier Centre
    - L'entreprise Eiffage pour le lot 2 – Montpellier Centre 2-Hôpitaux/Facultés
    - L'entreprise Eurovia pour le lot 3 – Mosson/Cevennes
    - L'entreprise Malet pour le lot 4 – Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne
- Pour, sur les 4 lots, un montant minimum de 50 000€HT et 1 500 000€HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée totale de 4 années,

**Considérant :**

- Que, dans le cadre du transfert de la compétence voirie-espace public à Montpellier Méditerranée Métropole, un marché global de travaux et de maintenance de la voirie a été lancé pour couvrir les besoins des 6 pôles territoriaux métropolitains et ceux de la Ville de Montpellier ;
- Que dans l'attente de notification de ce nouveau marché et compte tenu du fait que le montant maximum du marché alloti existant (3D0035) ait été atteint, il convient d'établir un avenant de prolongation de 2 mois entraînant une augmentation du montant maximum de chacun des 4 lots. Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 225 000.00 € H.T., soit en toutes lettres deux cent vingt-cinq mille euros hors taxes. La plus-value s'élève donc à 15 % du contrat initial. Le montant maximum du contrat est donc porté à 1 725 000.00 € H.T.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature des avenants n°2 au marché 3D0035 avec :

- L'entreprise Razel Bec pour le lot 1 – Montpellier Centre,
- L'entreprise Eiffage pour le lot 2 – Montpellier Centre 2-Hôpitaux/Facultés,
- L'entreprise Eurovia pour le lot 3 – Mosson/Cevennes,
- L'entreprise Malet pour le lot 4 – Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne,


**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitres 908 et 909

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/05/2017  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Luc ALBERNHE



Publiée le : 09/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**CONTENTIEUX REFERE-  
PRECONTRACTUEL  
COMMUNE DE MONTPELLIER. / SARLU  
C.Q.F.D  
Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la SARLU C.Q.F.D. a saisi le Tribunal Administratif de MONTPELLIER d'une requête en référé-précontractuel enregistrée le 26 avril 2017 sous le numéro 1702013.4 concernant la procédure de passation du marché de travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur;

- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 mai 2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

**Publiée le : 11 mai 2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20170101-4994-AU-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 11/05/17  
Réception en Préfecture : 11/05/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Production Informatique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution d'un marché passé selon une  
procédure adaptée : Maintenance Plateforme  
XFRAME  
Marché 7B0006**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire.

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier utilise une solution logicielle basée sur une plate-forme XFRAME s'articulant autour de plusieurs logiciels spécifiques et qu'il convient d'en assurer la maintenance et de disposer d'une aide technique sous forme de prestations sur les produits qui la composent ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix 50 %
  - Qualité de la prestation 25%
  - Qualité de la maintenance 25%
- Qu'après analyse, la société TELEBIG sise Immeuble Le Krystal – 1725 RN7 - 06270 VILLENEUVE LOUBET a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de « Maintenance Plateforme XFRAME » à la société TELEBIG, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 80 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 15/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Réseaux et Télécom

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Attribution d'un marché passé selon une  
procédure adaptée : Création et certification de  
réseaux cuivre, contrôle qualité de lignes Télécom  
(RNIS, DSL)  
Marché 7B0023**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que pour la construction des réseaux cuivre, notamment DSL et Télécom au sein des sites municipaux, il convient de les certifier et les qualifier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de deux ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - La valeur technique : 60 %
  - Le prix des prestations : 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise EURL G. METRAL sise 310 avenue de Villeveyrac – 34560 MONTBAZIN a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**



- D'attribuer le marché de « Création et certification de réseaux cuivre, contrôle qualité de lignes Télécom (RNIS, DSL) » à l'entreprise EURL G. METRAL, pour une durée de deux ans, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 88 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 15/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ BATISTA**  
**Dossier n° PE 34172 15V0009**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Mme BATISTA a réalisé des travaux sans autorisation administrative, 1977 rue de Bionne et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/05/2017  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 15/05/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Arrêtés réglementaires

**Mai 2017**



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Energie**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Déclaration sans suite des lots 5, 7 et 11 du  
marché 7D0006 "Travaux de rénovation de  
chaufferies, de réseaux de chauffage et  
d'armoires électriques"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L2122-22 et L2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° A-217/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et plus particulièrement l'article 98.
- Considérant qu'il est nécessaire de déclarer sans suite la procédure d'Appel d'Offres n° 7D0006 des lots 5, 7 et 11 publiée au BOAMP n° 17-17076 le 13 mars 2017 concernant des travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques

**Arrête**

**Article 1 :**

La procédure d'appel d'offres n° 7D0006 publiée au BOAMP n° 17-17076 le 13 mars 2017 concernant :

- le lot 5 : travaux de rénovation de chaufferie de la Maison pour tous André Chamson,
- le lot 7 : travaux de rénovation de l'armoire de commande et de régulation du groupe scolaire Paul Painlevé
- le lot 11 : travaux de rénovation de l'armoire de commande et de régulation de la chaufferie de la Maison pour tous André Chamson

est déclarée sans suite pour les lots précités pour des motifs d'intérêt général.

En effet, l'ensemble des travaux de ces lots ne peuvent pas être réalisés car le budget 2017 du service énergie ne permet pas ; la priorité a été donnée aux sites ne pouvant pas attendre une année de plus pour être rénovés.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée à tous les candidats.

Montpellier, le - 2 MAI 2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publié le : - 9 MAI 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil  
Aissatou JOB**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Aissatou JOB, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 02 MAI 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le :** 03 MAI 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil  
Keltoum BELKHITER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

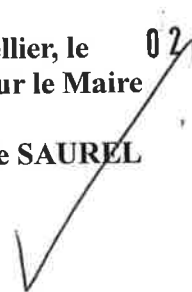
**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Keltoum BELKHITER, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 02 MAI 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL



**Publié le :** 03 MAI 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil  
Christine DUFOUR**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Christine DUFOUR, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

02 MAI 2017

Publié le : 03 MAI 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil  
Ghislaine CHABERT**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Ghislaine CHABERT, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

02 MAI 2017

**Publié le :** 03 MAI 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil  
Murielle OCCELLI**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Muriel OCCELLI, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

02 MAI 2017

**Publié le :** 03 MAI 2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Délégations de signature**  
**Pôle Ressources Humaines et Relations**  
**Sociales**  
**Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0710/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Pôle Ressources humaines et Relations sociales est composé de :

- La Direction du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines,
- La Direction de l'Administration des Ressources Humaines,
- La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences,
- La Direction de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial.

Monsieur Domitien DÉTRIE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DÉTRIE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Thaïs CASTELLO, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Domitien DÉTRIE et Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

## **ARTICLE 2 :**

Madame Thaïs CASTELLO, Directrice adjointe du Pôle Ressources humaines et Relations sociales et Directrice du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DÉTRIE.

## **ARTICLE 3 :**

La Direction de l'Administration des Ressources Humaines est composée des services :

- Activité Santé et Gestion du Temps
- Carrière
- Rémunération

Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Directeur de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART pour ce qui relève du service Activité Santé et Gestion du Temps, à Madame Mélanie SCAPIN pour ce qui relève de l'unité Carrière Ville, à Madame Agnès FERVAL pour ce qui relève de l'unité Carrière Métropole, à Madame Ingrid CREVEAU pour ce qui relève de l'unité Rémunération Ville et à Madame Cathy ABRAHAM pour ce qui relève de l'unité Rémunération Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Monsieur Karl LEGOUSSOUART, Mesdames Mélanie SCAPIN, Véronique MARCHAL, Messieurs Karl LEGOUSSOUART et Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DÉTRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

#### **ARTICLE 3-1 :**

Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Activité Santé et Gestion du Temps, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Karl LEGOUSSOUART et Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

#### **ARTICLE 3-2 :**

Madame Mélanie SCAPIN, responsable de l'unité Carrière Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie SCAPIN, la délégation ci-dessus est accordée par intérim à Madame Nathalie DUMONT-VEYRAC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Mélanie SCAPIN et Nathalie DUMONT-VEYRAC, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Mélanie SCAPIN, Nathalie DUMONT-VEYRAC et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

### **ARTICLE 3-3 :**

Madame Agnès FERVAL, responsable de l'unité Carrière Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

### **ARTICLE 3-4 :**

Madame Ingrid CREVEAU, responsable de l'unité Rémunération Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

### **ARTICLE 3-5 :**

Madame Cathy ABRAHAM, responsable de l'unité Rémunération Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cathy ABRAHAM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cathy ABRAHAM et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

#### **ARTICLE 4 :**

La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences est composée des services :

- Mobilité Interne et Recrutement Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels
- Formation

Madame Cécile MATTERA, Directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN pour ce qui relève du service Mobilité Interne et Recrutement Stages, à Madame Cécile DELEUZE pour ce qui relève du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, à Madame Nathalie CONNAC pour ce qui relève du service Formation.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cécile MATTERA, Monsieur Michel JULIEN, Mesdames Cécile DELEUZE et Nathalie CONNAC, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DÉTRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

**ARTICLE 4-1 :**

Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne et Recrutement Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

**ARTICLE 4-2 :**

Madame Cécile DELEUZE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile DELEUZE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Cécile DELEUZE et Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

**ARTICLE 4-3 :**

Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Nathalie CONNAC et Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

**ARTICLE 5 :**

La Direction de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial est composée des services :

- Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle
- Qualité de Vie au Travail

Madame Catherine GILLES, Directrice de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN pour ce qui relève du service Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle, à Monsieur Mehdi JACQUET pour ce qui relève du service Qualité de Vie au Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine GILLES, Messieurs Laurent CHALVIDAN et Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DÉTRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, la délégation est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

**ARTICLE 5-1 :**

Monsieur Laurent CHALVIDAN, responsable du service Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine GILLES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

#### **ARTICLE 5-2 :**

Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine GILLES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DÉTRIE.

#### **ARTICLE 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 mai 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 03 mai 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° 2017-T1015

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**STADE ALTRAD STADIUM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre Stade Français au stade ALTRAD STADIUM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **06 mai 2017**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 16h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

**Article 2 :**

Le **06 mai 2017**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **16h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Le coup d'envoi du match sera donné à **20h45**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**04 MAI 2017**

**Luc ALBERNHE**



Arrêté n° 2017-T1122

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Boulevard Berthelot**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'élagage à la demande de la Direction Paysage et Biodiversité ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **09 juin 2017** inclus, le Boulevard Berthelot est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PHILIPFRERES.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 03 MAI 2017**

A blue circular official stamp from the Montpellier Police Prefecture. The text "MONTPELLIER" is at the top and "PRÉFECTURE DE POLICE" is at the bottom. In the center is a coat of arms. A blue ink signature is written over the stamp.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Boulevard du Jeu de Paume

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de toiture à la demande de l'entreprise EURO ECHA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, Boulevard du Jeu de Paume sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**


**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1133

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Avenue de Saint Lazare**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de suppression de branchement gaz à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **10 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, Avenue de Saint Lazare, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBÈRNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Dessale-Possel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, Rue Dessale-Possel sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1135

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue des Eglantiers  
et Rue du Romarin**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de ORANGE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, la Rue des Eglantiers, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Colline et la Rue du Romarin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, la Rue du Romarin, dans sa partie comprise entre la Rue des Eglantiers et la Rue des Bruyères est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ORANGE.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 03 MAI 2017**

The image shows a circular official stamp of the Montpellier Métropole. The text 'MONTPELLIER' is written around the bottom half of the circle, and '(Hérault)' is written around the top half. In the center of the stamp is the coat of arms of Montpellier. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

Arrêté n° 2017-T1136

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Avenue du Professeur Emile Jeanbrau**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation de travaux sur le parvis Georges RICHARD, à la demande du service voirie du Pôle Territorial de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **23 juin 2017** inclus, l'Avenue du Professeur Emile Jeanbrau, dans sa partie comprise entre la Place Bob Marley et l'Avenue Patrick Geddes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE-TP.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1137

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de la Fontaine Saint Berthomieu**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la fête des voisins à la demande de l'association La Brasserie Artisanale de Figuerolles ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **06 mai 2017**, la circulation est interdite Rue de la Fontaine Saint Berthomieu du N°1 au N°28  
Ces dispositions sont applicables **de 11h00 à 0h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg Figuerolles, emprunte :

- la Route de Lavérune
- l'Avenue de la Croix du Capitaine

et se termine sur la Rue de la Fontaine Saint Berthomieu.

**Article 3 :**

Le **06 mai 2017**, Rue de la Fontaine Saint Berthomieu entre le N°1 au N°28, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 11H00 à 0h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association La Brasserie Artisanale de Figuerolles

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Quai de Sauvages

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, Quai de Sauvages, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pont Juvénal et la Rue du Pont de Lattes sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

**Article 2 :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la circulation est interdite Quai de Sauvages

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Pont Juvénal, emprunte :

- la Rue Isidore Girard
- la Rue de la Méditerranée
- la Rue de l'Aire
- la Rue de Barcelone
- la Rue Farges

et se termine sur la Rue Henri René.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Boussairolles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, Rue Boussairolles sur les emplacements au droit du N°8 réservés et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

A blue circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)' is partially obscured by a large, stylized black ink signature.

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1140

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Voies diverses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Vide Grenier organisé par l'association des résidents du quartier Méditerranée "MARE NOSTRUM" ;

Arrête :

**Article 1er :**

Le **13 mai 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Rue de la Méditerranée dans sa partie comprise entre la Rue d'Alsace et la Rue de l'Aire ;
- la Rue Lamartine dans son ensemble.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 21h et de 8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue de la Méditerranée
  - la Rue d'Alsace
  - l'Avenue du Pont Juvénal
  - le Quai Laffite
  - la Rue Marie Muller
- par :
  - la Rue de la Méditerranée
  - la Rue d'Alsace
  - l'Avenue du Pont Juvénal
  - le Quai Laffite
  - la Rue Marie Muller

## Article 2 :

Le **13 mai 2017**, Rue d'Alsace depuis la Rue Pralon vers et jusqu'à la Rue de la Méditerranée, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables de 8h00 à 17h00.

## Article 3 :

Le **13 mai 2017**, le stationnement est interdit sur :

- la Rue de la Méditerranée des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lattes et la Rue de l'Aire ;
- la Rue Isidore Girard des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue de Barcelone et la Rue Pralon.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les emplacements habituellement dédiés au stationnement seront pour l'occasion réservés aux organisateurs et exposants

## Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

## Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs.

## Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

## Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mai 2017



Monsieur T Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : **09 MAI 2017**

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue Paul Lacroix**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de postes fixes menés par la Métropole à la demande de la Direction de la Propreté et Valorisation des Déchets ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, Rue Paul Lacroix, le stationnement est interdit sur dix mètres, à l'angle de la Rue du Faubourg Figuerolles et à l'angle de la Rue Anterrieu.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Citec Environnement.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1142

**Arrêté temporaire  
Mesures de stationnement  
Rue du Père Bonnet  
et Rue du Faubourg Figuerolles**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de pose de postes fixes menés par la Métropole à la demande de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des déchets ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, Rue du Faubourg Figuerolles au droit du n°23, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, Rue du Père Bonnet, le stationnement est interdit sur dix mètres à l'angle de la Rue du Faubourg Figuerolles.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Citec Environnement.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**09 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1143

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue du Grenache**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un repas de voisins ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **20 mai 2017**, la Rue du Grenache est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 0h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 0h00.**

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur la voie contiguë dont la circulation sera mise à double sens pour la circonstance.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association "Voisins Bénévoles" Riverains de la rue des Grenache".

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 03 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1157

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de la Croix de Figuerolles**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, la Rue de la Croix de Figuerolles, dans sa partie comprise entre la Rue de la Cantaperdrix et l'Allée de la Martelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 2 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**





**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Délégation de fonctions  
Suppléance de M. le Maire  
par M. Max LEVITA, Premier Adjoint  
Entretien avec la Cour des Comptes  
9 mai 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Maire, Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, officier d'état-civil, représentera Monsieur le Maire lors du rendez-vous du 9 mai 2017 avec la Cour des Comptes en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mai 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publié le : 4 mai 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Voies diverses**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du concert de rentrée organisé par la Maison pour tous VOLTAIRE et l'association des résidents du quartier Méditerranée "MARE NOSTRUM" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **08 mai 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Rue de la Méditerranée dans sa partie comprise entre la Rue d'Alsace et la Rue de l'Aire ;
- la Rue Lamartine dans son ensemble.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 21h et de 8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue de la Méditerranée
  - la Rue d'Alsace
  - l'Avenue du Pont Juvénal
  - le Quai Laffite
  - la Rue Marie Muller
- par :
  - la Rue de la Méditerranée
  - la Rue d'Alsace
  - l'Avenue du Pont Juvénal
  - le Quai Laffite
  - la Rue Marie Muller

### **Article 2 :**

Le **08 mai 2017**, Rue d'Alsace depuis la Rue Pralon vers et jusqu'à la Rue de la Méditerranée, un sens interdit est institué.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

### **Article 3 :**

Le **08 mai 2017**, le stationnement est interdit sur :

- la Rue de la Méditerranée des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lattes et la Rue de l'Aire ;
- la Rue Isidore Girard des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue de Barcelone et la Rue Pralon.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les emplacements habituellement dédiés au stationnement seront pour l'occasion réservés aux organisateurs et exposants

### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs.

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### **Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**


**Luc ALBERNHE**

Publié le : **09 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1144

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Boulevard Pénélope**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de dévoiement de réseau à la demande de Véolia. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **31 mai 2017** inclus, le Boulevard Pénélope pour sa partie comprise entre la place Odysseum et le carrefour du Tramway est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue de la Pompignane**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câble de fibre optique à la demande de la SOCIETE SOGETREL ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **12 juin 2017** inclus, l'Avenue de la Pompignane au droit des chambres ORANGE comprises entre la rue Luis Barragan et l'avenue Alphonse Juin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SOCIETE SOGETREL

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**04 MAI 2017**

A handwritten signature in black ink is written over a circular blue official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" around a central emblem. The signature is a stylized, cursive "LAL".

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Peyson, Rue Alexis Alquié, Rue des Anthémis et Rue Saint Hubert

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation de l'éclairage public menés par la Métropole à la demande du Service de l'éclairage public ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **12 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue des Anthémis.

**Article 2 :**

À compter du **12 mai 2017 et jusqu'au 26 mai 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue des Anthémis.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

**Article 3 :**

À compter du 12 mai 2017 et jusqu'au 26 mai 2017 inclus, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue des Anthémis ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

**Article 4 :**

À compter du 12 mai 2017 et jusqu'au 26 mai 2017 inclus, la circulation est interdite par intermittence sur :

- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue des Anthémis.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEOS

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 mai 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 09 MAI 2017



Arrêté n° 2017-T1147

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Saint Etienne**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de mise en oeuvre de la fibre optique à la demande de Orange. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **17 mai 2017** et jusqu'au **18 mai 2017** inclus, la Rue Saint Etienne, dans sa partie comprise entre la Rue de Metz et la Rue du Père Fabre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;  
La déviation des véhicules se fera soit par la Rue Haguenot, soit par la Rue Saint Antoine.
- le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sogetrel.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)'. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'L. ALBERNHE'.

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1148

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue des Quatre Seigneurs**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de limiter tous risques de forts impacts routiers sur le mur supportant la voie, à la demande du Service de la Voirie du Pôle Territorial de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, la Rue des Quatre Seigneurs des deux côtés du n°258 jusqu'au n°342, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules de plus de 3,5t est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
  - o aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
  - o aux riverains.

**Article 2 :**

À compter du **04 mai 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, Rue des Quatre Seigneurs des deux côtés du n°258 jusqu'au n°342,, la circulation des véhicules est alternée par signaux de prescription de type B15. La priorité est donnée aux véhicules en provenance du Plan des 4 Seigneurs et en direction de l'avenue Vincent AURIOL.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Service de la Voirie du Pôle Territorial de Montpellier.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**04 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1149

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de l'Espérou**  
**et Avenue d'Occitanie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la maintenance du site téléphonique à la demande de M. Eric DEN BERG ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **22 mai 2017** et jusqu'au **24 mai 2017** inclus, la Rue de l'Espérou, dans sa partie comprise entre la Rue du Caroux et l'Avenue d'Occitanie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 22h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **22 mai 2017** et jusqu'au **24 mai 2017** inclus, l'Avenue d'Occitanie à partir de la rue de l'Espérou sur une distance de 50 mètres en direction de la rue de l'Espinouse, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 22h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. Eric VAN DEN BERG.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1150

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue du Grenache**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un repas de voisins ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **13 mai 2017**, la Rue du Grenache est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 0h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 0h00.**

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur la voie contigüe dont la circulation sera mise à double sens pour la circonstance.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association "Voisins Bénévoles" Riverains de la rue des Grenache".

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue des Prés d'Arènes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement de réseau à la demande de la Régie des Eaux de Montpellier Métropole ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, l'Avenue des Prés d'Arènes, dans sa partie comprise depuis le n° 131 vers et jusqu'à la Rue de la Laïcité est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie est interdite à la circulation générale ;
- une déviation est mise en place dans le même sens de circulation sur la piste cyclable bidirectionnelle contigue. Pour la circonstance, les cyclistes dans le sens opposé sont quant à eux déviés sur la rue de la Laïcité.
- La vitesse autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de de la Régie des Eaux de Montpellier Métropole.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 03 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1152

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue de Bugarel**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur MILLON Yann ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, Rue de Bugarel au droit du N°1103 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur MILLON Yann

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**  
(Hérault)



**Publié le : 09 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1153

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue de Villefranche**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame Baron Caroline ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 20 mai 2017 et jusqu'au 21 mai 2017 inclus, Rue de Villefranche en face du N° 11 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Baron Caroline

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

A compter du 20 Mai et jusqu'au 21 Mai inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagement sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1154

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue Henri René**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame Briec Marine ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **14 mai 2017**, Rue Henri René entre les N° 10 et 12 sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Briec Marine

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assigné au déménagement, est spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2017**



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de l'Ecole Normale**

Arrêté n° 2017-T1155

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur la façade de l'école supérieure de chimie de Montpellier à la demande de la société SPIE Facilities ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **23 mai 2017**, la Rue de l'Ecole Normale sur le carrefour de la rue de Crova et de la rue de l'école normale est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
  - le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - la circulation est interdite ;
  - la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
- Ces dispositions sont applicables **8h00 et 17h00**.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SPIE Facilities

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux Maintenance des Climatiseurs, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 3 mai 2017**

 **Monsieur V Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 MAI 2017**



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Etat Civil

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d' Etat Civil concernant M.  
Abdi EL KANDOUSSI le 06 Mai 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 06 Mai 2017 à 16 heures 30.

**Arrête :**

**Article 1er :**

- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 06 Mai 2017 à 16 heures 30.

**Article 2 :**

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 04 MAI 2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 05 MAI 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Arrêté n° 2017-P32

**Arrêté permanent  
Mesures de circulation et de stationnement  
Allée de Bosserville**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-15, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Allée de Bosserville, dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la Place du Huit Mai 1945.

**Article 2 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection, de l'Allée de Bosserville et de la Place du Huit Mai 1945.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 3 :**

Le stationnement est interdit Allée de Bosserville des deux côtés.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Allée de Bosserville au n° 7 dans l'allée d'accès.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

#### Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

#### Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 04 mai 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 15 MAI 2017

Arrêté n° 2017-T1156

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de Bari**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation "Rue aux Enfants" à la demande de l'association ZADIGOZINC ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **21 mai 2017**, la Rue de Bari, dans sa partie comprise entre la Rue de Bologne et la Rue de Lausanne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Bologne, emprunte :

- la Rue d'Oxford
- l'Avenue de l'Europe

et se termine sur la Rue de Bari.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association ZADIGOZINC

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**





Arrêté n° 2017-T1158

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue Charles Bonaparte**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société ESTIE pour le compte de Monsieur ALIDJINOU ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **25 mai 2017** et jusqu'au **29 mai 2017** inclus, Rue Charles Bonaparte au droit du N° 56 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur ALIDJINOU

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

**Luc ALBERNHE**



Arrêté n° 2017-T1159

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue de la Merci**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Mlle CLEENEWERCK Gaëlle ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **27 mai 2017**, Rue de la Merci sur le parvis de l'église et de l'école St François Régis sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mlle CLEENEWERCK

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au déménagement, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 mai 2017**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Cholet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'extension de réseau GAZ, à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **12 juin 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, la Rue de Cholet, dans sa partie comprise entre la Rue de la Jeune Parque et la Rue de la Castelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de GRDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Berthelot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement au réseau E.U, à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **29 mai 2017** et jusqu'au **09 juin 2017** inclus, le Boulevard Berthelot, entre le n° 7 et le n° 11 est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de VEOLIA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

**Luc ALBERNHE**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de changement de cadre et de tampon de réseau télécom à la demande d'ORANGE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **17 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, l'Avenue de la Pompignane entre la rue Henri Pequet et la rue du jeu de boules est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

#### Article 2 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge d'ORANGE

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1165

**Arrêté temporaire  
Limitation de vitesse  
Avenue du Mondial 98**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison mise en place de coussins berlinois à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **08 mai 2017** et jusqu'au **30 novembre 2017** inclus, Avenue du Mondial 98 sur les deux files, depuis le N°240 vers et jusqu'à la rue Raoul Dufy, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Pôle Territorial de Montpellier

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

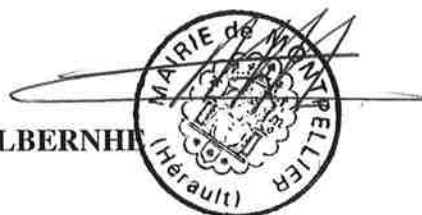
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNH**



**Publié le : 09 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Bazille, Rue des Narcisses, Boulevard Rabelais et Boulevard Vieussens

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'entretien du patrimoine arboré à la demande de la DPB ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **10 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, la Rue des Narcisses sur des tronçons de 30 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

À compter du **10 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, le Boulevard Vieussens sur des tronçons de 30 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **10 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, le Boulevard Rabelais sur des tronçons de 30 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **10 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, la Rue Frédéric Bazille, dans sa partie comprise entre le Boulevard Rabelais et l'Avenue de Palavas sur des tronçons de 30 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PHILIPFRERES.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 mai 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE  


Publié le : 09 MAI 2017

Arrêté n° 2017-T1167

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Buffon**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 02 juin 2017 et jusqu'au 09 juin 2017 inclus, la Rue Buffon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Réduction de voie Avenue des Prés d'Arènes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est programmé des travaux d'extension du réseau souterrain d'alimentation électrique basse tension sur la piste cyclable latérale à l'Avenue des Prés d'Arènes ;
- **CONSIDÉRANT** que, dans le cadre des ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **26 mai 2017** et jusqu'au **09 juin 2017** inclus, Avenue des Prés d'Arènes, entre les n° 65 et 231, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la largeur de la voie de droite est réduite de 1,00 mètre ;
- la chaussée laissée ouverte à la circulation conserve une largeur minimale de 5,00 mètres dans sa section à deux voies et une largeur minimale de 3,00 mètres dans sa section à une voie ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

À compter du **26 mai 2017** et jusqu'au **09 juin 2017** inclus, Avenue des Prés d'Arènes, entre les n° 65 et 231, la piste cyclable est fermée à la circulation des cyclistes sur une longueur de 30 mètres à hauteur de l'atelier de travaux selon l'avancement du chantier ; les usagers de cette piste sont ponctuellement déviés sur le trottoir.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPOLLET, sous la responsabilité d'ENEDIS, gestionnaire du réseau.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 04 mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**



**Direction Paysage et Biodiversité**  
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Promenade Royale du Peyrou - Arrêté de  
fermeture exceptionnelle le 06 mai 2017 à  
l'occasion de l'évènement sportif "Montpellier  
Urban Trail"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- Vu la délibération n° 2014/135 modifiée donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant toute la durée de la manifestation ;
- Considérant qu'il convient de procéder à une fermeture de la Promenade Royale du Peyrou le samedi 06 mai 2017 ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

La promenade Royale du Peyrou sera occupée par la manifestation sportive Montpellier Urban Trail.

**Article 2 :**

L'entrée sera fermée au public pendant cette journée du 07h00 à 22h00 ;

**Article 3 :**

L'ouverture et la fermeture de l'ensemble des accès au parc reprendront aux horaires habituels le dimanche 07 mai 2017 à partir de 07h ;

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 05 MAI 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publié le : 09 MAI 2017**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Palissade

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de modification du réseau électrique à la demande de Enedis ;

Arrête :

#### Article 1er :

La circulation est interdite, Rue de la Palissade dans sa partie comprise entre la Place Roger Salengro et la Rue du Jardin Martel :

- Une journée, dans la période comprise entre le 15 mai 2017 et le 24 mai 2017 ;
- Le 26 mai 2017.

#### Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par la Rue Daru, le Cours Gambetta et la Rue de la Raffinerie.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1170

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue François Dezeuze**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de marquage au sol à la demande de l'entreprise MCT ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, la Rue François Dezeuze, dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et l'Avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MCT.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Rauze

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de dévoiement de réseaux gaz à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **09 juin 2017** inclus, la Rue de la Rauze, dans sa partie comprise depuis l'Avenue Docteur Jacques Fourcade vers et jusqu'au n° 235 de la rue est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules peut être alternée par feux ou K10 selon les nécessités du chantier ;
- la largeur de voie peut être réduite de 1.00 mètres selon les nécessités du chantier;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 05 mai 2017**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1172

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue des Apothicaires  
et Rue de Puech Villa**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien des espaces verts à la demande De la Direction des Paysages et de la Biodiversité de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la Rue de Puech Villa, dans sa partie comprise entre l'Avenue Ernest Hemingway et l'Avenue des Apothicaires est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche sur une distance de 200 mètres et suivant l'avancement des travaux est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 2 :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, l'Avenue des Apothicaires est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche sur une distance de 200 mètres et suivant l'avancement des travaux est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise POUSSE-CLANET.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

  
**Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1174

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue de Palavas**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réfection de marquage au sol pour radar de feux à la demande du Ministère de l'intérieur ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, l'Avenue de Palavas, dans sa partie comprise entre la Rue Frédéric Bazille et le Boulevard Rabelais est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale, selon les nécessités du chantier ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Ministère de l'intérieur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 05 mai 2017**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rond-point du Chateau d'Ô

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'entretien des espaces verts à la demande de la Direction des Paysages et de la Biodiversité de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, rond-point du Chateau d'Ô est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation sur la voie située la plus à gauche du rond-point, est interdite à tous les véhicules sauf les véhicules d'entretien des espaces verts ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise POUSSE CLANET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**



**Publié le : 10 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Fès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide-grenier à la demande de l'association EPICERIE COURSOL ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **07 mai 2017**, l'Avenue de Fès, dans sa partie comprise entre la Rue François Henry d'Harcourt et l'Avenue Aglaé Adanson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 16h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue François Henry d'Harcourt
  - l'Avenue des Frères Buhler
  - l'Avenue Aglaé Adanson
- par :
  - l'Avenue Aglaé Adanson
  - l'Avenue des Frères Buhler
  - la Rue François Henry d'Harcourt

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association EPICERIE COURSOL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 05 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Vincent Auriol

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de remplacement de mâts d'éclairage public à la demande du Service Eclairage Public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 mai 2017** et jusqu'au **09 juin 2017** inclus, l'Avenue Vincent Auriol, dans sa partie comprise entre la Rue des Quatre Vents et la Route de Mende est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

A circular blue official stamp from the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)' is partially obscured by a handwritten signature in black ink. The signature is written over the stamp and extends to the right.

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 1 0 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Rabelais

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remplacement d'un transformateur électrique à la demande d'ENEDIS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **31 mai 2017**, Boulevard Rabelais, côté pair, à hauteur du n° 20, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale sur une longueur de 30 mètres ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h à hauteur de l'atelier de travaux.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Le **31 mai 2017**, Boulevard Rabelais, côté pair, à hauteur du n° 20, le stationnement est interdit sur 2 places.

Le non respect de cette disposition sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise exécutant les travaux sous responsabilité d'ENEDIS.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 05 mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Avant-Monts Cirque PITRE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du Cirque PITRE à la demande de Madame Claudine Roque ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **20 mai 2017**, Rue des Avant-Monts sur le parking desservant le gymnase Duncan et la crèche La Galineta, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 11h00 à 20h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Roque Claudine

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Emile Julien

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réseau, à la demande de ZAYO FRANCE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **06 juin 2017** et jusqu'au **16 juin 2017** inclus, la Rue Emile Julien est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CIRCET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 Mai 2017**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de suppression de branchement gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **10 mai 2017** et jusqu'au **31 mai 2017** inclus, Avenue de Saint Lazare au droit du numéro 13 sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise TPSM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

Monsieur l'Adjoint délégué



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 09 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Boyer

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de Escaliers Décors ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 11 mai 2017 et jusqu'au 12 mai 2017 inclus, Rue Boyer sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux en face du N°5, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du requérant

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**09 MAI 2017**

Arrêté n° 2017-T1184

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Route de Mende**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation de sondages à la demande de l'entreprise SOCOTEC ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **19 mai 2017**, sur la Route de Mende dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Place Bob Marley et l'Avenue du Major Flandre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
au fur et à mesure de l'avancement et de la nécessité des travaux.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOCOTEC.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Parc de stationnement de la Maison Pour Tous Voltaire, Place François Jaumes, Quai Laurens et Rue de la Méditerranée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation du Festival Singulièrement Vôte ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **25 mai 2017**, Place François Jaumes Départ de la déambulation pour emprunter la Rue de la Méditerranée et se terminer à la Maison Pour Tous VOLTAIRE, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Le **25 mai 2017**, Quai Laurens entre le N°17 et 29, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.  
Ces dispositions sont applicables de 15h00 à 18h00 et seront appliquées à la diligence des services de police.

#### Article 3 :

Le **25 mai 2017**, parc de stationnement de la Maison Pour Tous Voltaire le long de la clôture du square Jean Monnet, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Le **25 mai 2017**, Place François Jaumes départ de la place en empruntant la Rue de la Méditerranée pour finir à la Maison Pour Tous VOLTAIRE, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **le 25 Mai de 17h00 à 18h00.**

**Article 5 :**

Le **25 mai 2017**, Rue de la Méditerranée, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**15 MAI 2017**

**Publié le :**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE ATRAD STADIUM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre RACING 92 au stade ALTRAD STADIUM ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **20 mai 2017**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 11h00 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

#### Article 2 :

Le **20 mai 2017**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **11h00 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Le coup d'envoi du match sera donné à **17h00**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Marie Caizergues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de M. Sébastien OTT ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 15 mai 2017 et jusqu'au 16 mai 2017 inclus, Rue Marie Caizergues, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. Sébastien OTT.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2017**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Forcrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de vérification du réseau électrique avec une nacelle à la demande de SPIE SUD OUEST ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **23 mai 2017**, la Rue de Forcrand, dans sa partie comprise entre la Rue Crova et la Rue de l'Ecole Normale est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Forcrand, emprunte :

- la Rue Crova

et se termine sur la Rue de l'Ecole Normale.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE SUD OUEST

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 MAI 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Pont Juvénal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 417-10 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de GRUTAGE par la société AltéAd à la demande de Monsieur FAVRY Mathieu ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **15 mai 2017**, Pont Juvénal dans la partie situé au dessus de la Rue de Thétis dans le sens unique entrant, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.  
Ces dispositions sont applicables à partir de 21h00.

#### Article 2 :

Le **15 mai 2017**, Pont Juvénal Positionnement sur la voie de droite dans le sens entrant de la place Christophe Colomb vers Antigone. sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société AltéAd

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**11 MAI 2017**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Marceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remplacement d'un câble de fibre optique à la demande de Free ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **22 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, Rue Marceau, à l'intersection de la Rue Général René et le Boulevard du Jeu de Paume, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

#### **Article 2 :**

À compter du **22 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, Rue Marceau, la vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Axians

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 09 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Etienne Mehul

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, l'Avenue Etienne Mehul, dans sa partie comprise entre l'Impasse Francis Poulenc et la Rue de la Madeleine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Saint Firmin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation à la demande de Monsieur BECHET Fabien ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **10 juin 2017** inclus, Rue Saint Firmin au droit du N°1 sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur BECHET Fabien

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au travaux de rénovation, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Plan du Palais

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation à la demande de Monsieur BECHET Fabien ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 09 mai 2017 et jusqu'au 10 juin 2017 inclus, Rue du Plan du Palais au droit du N° 10 sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur BECHET Fabien

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au travaux de rénovation , estt spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Vieussens

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'extension de réseau, à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **29 mai 2017** et jusqu'au **23 juin 2017** inclus, le Boulevard Vieussens, dans sa partie comprise entre la Rue Colin et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPOLLET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Avenue des Prés d'Arènes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé des travaux d'extension du réseau l'alimentation électrique basse tension souterrain, en traversée de l'Avenue des Prés d'Arènes ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre des ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;
- CONSIDÉRANT que le planning de travaux initial est décalé d'une semaine ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **18 mai 2017** inclus, Avenue des Prés d'Arènes, de part et d'autre du n° 231, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur une longueur de 30 mètres ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h à hauteur de l'atelier de travaux.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h30.**

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPOLLET, sous responsabilité d'ENEDIS, gestionnaire du réseau.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 09 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**11 MAI 2017**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Vieussens

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'extension de réseau, à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **06 juin 2017** et jusqu'au **08 juin 2017** inclus, la circulation est interdite Boulevard Vieussens, depuis l'Avenue de Maurin vers et jusqu'à la Rue Maury  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Maurin, emprunte :

- la Rue des Payroliers
- le Boulevard de la Perruque
- Avenue Albert Dubout
- Avenue Maréchal Leclerc
- Rue des Marronniers
- Rue des Primevères
- Rue Frédéric Fabreges

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPOLLET.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2017**





Arrêté n° 2017-T1198

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue Henri Marès**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, l'Avenue Henri Marès depuis l'Avenue du Père Soulas vers et jusqu'à la Rue des Cinsaults est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and a central emblem. The signature is fluid and extends across the stamp.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Mas de Lemasson

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de mise en place d'une nacelle à la demande de SAS Languedoc toitures ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 29 mai 2017 et jusqu'au 30 mai 2017 inclus, Rue du Mas de Lemasson, dans sa partie comprise entre la Place de l'Abbé Crébassol et la Rue Louis Bertrand, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sas Languedoc toitures

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**11 MAI 2017**

**Publié le :**

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the word "MONTPELLIER" at the top and "10 J" at the bottom. The signature is a stylized, cursive "L" followed by several loops.

Arrêté n° 2017-T1200

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue Léon Blum**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Transports et Déménagements Lamoureux ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **13 mai 2017**, Rue Léon Blum au droit du N° 494 sur 2 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société de déménagement

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au déménagement, estt spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**



Arrêté n° 2017-T1201

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue Villeneuve-Angoulême**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réalisation de sondages à la demande de ENEDIS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **18 mai 2017** et jusqu'au **26 mai 2017** inclus, l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, dans sa partie comprise entre le Boulevard Paul Valéry et l'Avenue du Colonel Pavelet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ABE Sol.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 Mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Marché Gare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société TROCADERO déménagement ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **11 mai 2017**, l'Avenue du Marché Gare au droit du N°797 sur 2 places est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Le **11 mai 2017**, Avenue du Marché Gare au droit du N°797, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société de déménagement TROCADERO

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 10 MAI 2017**

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER' in blue ink. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Impasse Chapeau Rouge

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Rives Discostanzo ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **16 mai 2017**, Impasse Chapeau Rouge, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société de déménagement

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au déménagement, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 mai 2017**

 Monsieur l'Adjoint délégué  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2017**

